Chapitre 7 - La confiance en économie

EXTRAIT DU PROGRAMME : 2. L'analyse monétaire et financière. Marchés financiers. 3. L'équilibre macroéconomique et l'analyse des politiques économiques. Justifications et limites de l'intervention de l'État dans l'économie. 5. Défaillances de marché. Notions élémentaires sur l'asymétrie d'information : aléa moral, antisélection

PLAN DU COURS

- I. DEFINITION ET INDICATEURS DE MESURE
 - A. DEFINITIONS
 - **B.** INDICATEURS DE MESURE
- II. LA CONFIANCE N'EXISTE PAS A PRIORI EN ECONOMIE
- III. UN RENOUVEAU DE LA CONFIANCE EN ECONOMIE
 - A. LES PRINCIPALES APPROCHES DE LA CONFIANCE EN ECONOMIE
 - B. QUELQUES EVALUATIONS EMPIRIQUES DE LA CONFIANCE EN ECONOMIE
 - C. LA CONFIANCE PERMET DE STABILISER LES ANTICIPATIONS
 - D. LA CONFIANCE PERMET DE REDUIRE LES COUTS DE TRANSACTION
 - E. LA CONFIANCE EST SOURCE DE DYNAMISME ET DE CROISSANCE ECONOMIQUE

Mots Cles : confiance, incertitude, asymétrie d'information, confiance institutionnelle, anticipations, confiance stratégique, confiance moralité, confiance généralisée, coût de transaction, contrat incomplet, réciprocité, coopération, défiance.

THEORIES/AUTEURS: Lynne Zucker (1986), Vincent Mangematin (1999), Lucien Karpik, Adam Smith, John Maynard Keynes (1936), James Coleman (1990), Stephen Coleman (1996), Alain Cohn, Ernst Fehr, Benedikt Herrmann et Frédéric Schneider (2011), Christian Thuderoz (1999), Garrett Hardin (2006)***, Oliver Williamson (1981, 1993)***, Ronald Coase (1937)***, Eric Uslaner (2003), Mark Granovetter (1985)***, Emmanuel Levi (1998), Ronald Wintrobe et Albert Breton (1982), David Kreps (1990)***, Francis Fukuyama (1995)***, Michaela Marzano (2012), Kenneth Arrow (1972)***, Yann Algan et Pierre Cahuc (2007, 2009)***, Paul Zak et Stephen Knack (2001), Patrick Artus et Olivier Pastré (2020), Yann Algan, Pierre Cahuc et André Zylberberg (2012)***, Yann Algan et Daniel Cohen (2021)***, François Villeroy de Galhau (2021).

• Longtemps considéré comme un concept **peu opérationnel** en économie, la confiance connait un **renouveau conceptuel** par l'**incertitude contemporaine grandissante**, suscitant un plus grand risque de comportements **opportunistes** de la part des agents économiques.

☐ Visionner <u>avant de lire le polycopié l</u>a vidéo disponible sur le site internet du cours : Dessine-moi l'éco – Pas d'économie sans confiance.

I. Définition et indicateurs de mesure

A. Définitions

- **Définition large de la confiance**: processus **continu**, à **susciter** *ex-ante* et à **entretenir** *ex-post*, par lequel quelqu'un se **fie entièrement** à quelqu'un d'autre ou à quelque chose ; permettant de réduire l'**incertitude** sur les comportements de chaque agent économique, et donc de **stabiliser** et de **pérenniser** les **anticipations** et **les relations économiques** entre ces derniers.
 - o Confiance entre consommateurs et producteurs **mais aussi** entre employeurs et employés, dans les relations interbancaires etc.
 - Rôle important de la confiance du fait des asymétries d'information (aléa moral et sélection adverse) qui suscitent un risque de comportements opportunistes dans les relations contractuelles.
- Définition restrictive de la confiance en économie : mode de coordination des activités économiques qui conduit à distinguer trois formes de confiance en fonction de leur mode de production d'après Lynne Zucker (1986) :
 - o **Confiance** *intuitu personae* : produite par les **caractéristiques particulières** des personnes.
 - Confiance relationnelle: produite par les croyances dans les actions ou les résultats des actions entreprises par autrui qui reposent sur les échanges passés ou attendus.
 - <u>Exemple</u>: confiance produite par la **réputation** des personnes.
 - O Confiance institutionnelle: produite par une structure formelle qui garantit les caractéristiques d'un individu ou d'une organisation.
 - Selon Vincent Mangematin (1999), elle « repose sur un principe de délégation à une autorité supérieure qui garantit les individus contre les risques d'aléa moral et de sélection adverse auxquels ils s'exposent lorsqu'ils sont amenés à s'engager dans des actions pour lesquelles ils sont en asymétrie d'information ».
 - Exemple : confiance produite par le **diplôme** détenu par une personne.
 - Lucien Karpik affirme que cette confiance est d'ailleurs le fondement même du marché.

B. <u>Indicateurs de mesure (INSEE)</u>

- Indicateur synthétique de confiance des ménages :
 - Permet d'étudier « l'opinion qu'ont les ménages sur leur environnement économique et sur certains aspects de leur situation économique personnelle » INSEE.
 - Prend en compte leur opinion sur des questions à la fois d'ordre personnel (perception de leur propre situation financière) et sur des questions macroéconomiques (leur représentation du niveau de vie en France, de l'évolution du chômage ou de l'inflation...).
- Indicateur de **climat des affaires**, calculé par l'INSEE à partir de réponses des chefs d'entreprise des **principaux secteurs d'activité marchands** de l'économie française.

II. La confiance n'existe pas a priori en économie

- Théorie néoclassique de l'homo-economicus : un agent n'a pas d'objectif social. Il recherche son intérêt personnel.
 - L'agent économique a par hypothèse la capacité à effectuer des choix selon des critères rationalisables.
 - La confiance est alors problématique dans le sens où elle ne semble pas un prérequis nécessaire, seule compte la rationalité des acteurs dans cette approche.
 - L'intérêt individuel est la notion prépondérante : « Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière ou du boulanger que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts » écrivait l'économiste britannique Adam Smith (Richesse des Nations, 1776).
- C'est plutôt la non-confiance, voire la défiance qui est le présupposé de base dans la théorie néoclassique ! L'homme aurait donc besoin des autres, dont il doit en même temps se méfier puisqu'ils agissent comme lui, que pour leurs propres intérêts.
- ➡ Mais avec l'apparition d'une incertitude croissante dans nos économies, de comportements opportunistes de plus en plus probables, la notion de confiance devient incontournable pour expliquer le maintien de échanges sur les marchés.

III. Un renouveau de la confiance en économie

A. Les principales approches de la confiance en économie

- Selon une première approche, qui tente de faire le lien avec l'approche néoclassique, la confiance est le produit d'une relation interpersonnelle qui s'appuie sur un calcul stratégique reposant in fine sur l'intérêt individuel : on parle de confiance intéressée.
 - Garrett Hardin (2006): cette approche rejoint l'idée de l'intérêt bien compris ou « incorporé », repris de Oliver Williamson (1993): « confiance stratégique », rationnelle et relationnelle.
 - La confiance apparait ici par le biais d'un relâchement de l'hypothèse de rationalité: la confiance reste tout de même intégrée dans une vision de l'économique fondée sur l'interaction des seuls intérêts individuels.
 - James Coleman <u>Foundations of Social Theory</u> (1990): « Un individu est confiant s'il met des ressources à disposition d'une autre partie en l'absence d'un contrat formel, en espérant en retirer des bénéfices. ».
- Selon une deuxième approche, la confiance est vue comme reposant sur une disposition culturelle qui incline à la bienveillance envers les autres. Les agents économiques considèrent les autres comme étant tous fiables *a priori* : confiance généralisée ou sociale, ou « confiance moralité » d'Eric Uslaner (The Moral Foundations of Trust, 2003).
 - La confiance est de nature morale, transmise par la socialisation familiale (acculturation) et scolaire, et non acquise par l'expérience ou la répétition.
 - Déterminants rendant possible cette confiance généralisée dans une société donnée : faible niveau des inégalités de revenu et une forte homogénéité ethnique.
 - Mais difficile de trouver des déterminants robustes empiriquement dans les études...
 - Limite de cette approche : difficile de considérer que tous les individus sont fiables, soit de supposer une « moralité généralisée » selon Mark Granovetter (1985). La confiance semble en effet Marine Salès-Juet | Macroéconomie | 2024-2025 | 1D2, Lycée Marie Curie, Sceaux

nécessairement relever de **l'expérience** : c'est en **apprenant** à connaitre quelqu'un, en obtenant de l'**information** sur celui-ci que la confiance se crée, plus que par une sorte **d'inclinaison « naturelle » ou sociale**.

- Selon une troisième approche, distinction entre la confiance généralisée et la confiance « politique » ou institutionnelle.
 - Emmanuel Levi (1998): seuls les individus peuvent être confiants, mais les institutions publiques peuvent être dignes de confiance.
 - ⇒ On parle de « quasi-confiance » d'après Garrett Hardin.

Yann Algan et Pierre Cahuc Une société de défiance (2007)

- La France est marquée par un niveau élevé de défiance depuis la Seconde Guerre mondiale, à la différence des autres pays développés selon ces auteurs.
- Cause principale de cette défiance : institutionnelle. « Le mélange de corporatisme et d'étatisme du modèle social français » fait naître et amplifie un sentiment d'injustice, de méfiance à l'égard des institutions et donc entre les individus eux-mêmes.
- Le modèle social français risque alors de s'autodétruire car la défiance est source de corruption, de défaut d'initiative (et d'innovation)... ce qui nuit à la compétitivité et à la croissance.

• Yann Algan, Pierre Cahuc et André Zylberberg La fabrique de la défiance (2012)

- La défiance mesure la peur d'être trahie dans les relations de coopération mutuellement bénéfiques.
- « Les conséquences des bombardements [des Guerres mondiales], aussi destructeurs soient-ils disparaissent en quelques années. En revanche, la défiance, lorsqu'elle s'installe, peut perdurer pendant des siècles, avec des conséquences très dommageables ».

B. Quelques évaluations empiriques de la confiance en économie

Stephen Coleman The Minnesota Income Tax Compliance Experiment: State Tax Results (1996):

L'Etat du Minnesota a envoyé deux types de lettres à ses contribuables pour lutter contre la fraude fiscale.

- Un premier type de lettre explique à quoi servent les impôts; un autre type de lettre énonce que les autres concitoyens s'acquittent correctement de leurs impôts.
- ⇒ C'est la seconde lettre qui **permit de réduire la fraude fiscale** : influence importante de la **confiance** dans le comportement d'autrui et du caractère de **réciprocité**.

• Alain Cohn, Ernst Fehr, Benedikt Herrmann et Frédéric Schneider <u>Social Comparison in the Workplace:</u> <u>Evidence from a Field Experiment (2011)</u>:

- Les salariés sont par équipe de deux, avec la même tâche, la même responsabilité et le même niveau de rémunération.
- Dans certaines équipes, les deux salariés subissent une baisse de salaire : baisse de la productivité de 15 % (logique).
- Dans les autres équipes, la baisse de salaire porte que sur un seul des deux salariés de l'équipe : baisse de 30 % de la productivité face à l'inégalité de traitement.
- ⇒ Le sentiment d'absence de réciprocité affecte la motivation, plus que le seul revenu.

C. La confiance permet de stabiliser les anticipations

- « La confiance est un élément de **stabilisation des anticipations** et un dispositif assurant l'**unicité** des représentations des acteurs. » **Christian Thuderoz (1999)**.
- Dans la <u>Théorie Générale</u> (1936), John Maynard Keynes met en évidence le rôle de la confiance dans l'avenir, pour que des affaires, des investissements... puissent avoir lieu au moment présent. Il parle de l' « esprits animaux des entrepreneurs ».
 - Il fait référence aux facteurs et émotions non rationnels qui influencent la prise de décision et le comportement économiques, notamment la confiance des consommateurs, le sentiment des investisseurs et la psychologie globale du marché.
- La confiance est donc un **élément de stabilisation des anticipations**, indispensable pour que soit assurée la **régulation** par les marchés et que les décisions **individuelles** puissent être prises.

D. La confiance permet de réduire les coûts de transaction liés aux échanges

- Théorie des coûts de transaction (Oliver Williamson, 1981; Ronald Coase, 1937): la confiance permet une baisse des coûts de transaction.
 - o C'est un prérequis indispensable pour rendre possible un contrat, un échange, un maintien des relations sociales, qui s'inscrivent dans la durée.
- Ronald Wintrobe et Albert Breton (1982), David Kreps (1990) mobilisent la notion de confiance dans leurs études des modes de coopération entre les agents en préservant la référence au cadre d'analyse néoclassique traditionnel.
 - Toujours hypothèse de l'agent rationnel.
 - Mais rejet du postulat de la définition parfaite des biens proposés à l'échange : contrats incomplets dans lesquels ne sont pas spécifiées toutes les obligations de chaque partie pour toutes les éventualités concevables (Olivier Hart, 1988).
- ⇒ Dans ce contexte d'incertitude et d'incomplétude des contrats, la confiance joue alors pour les auteurs un rôle important dans l'acceptation des agents d'entrer dans des relations de coopération.
 - Cette confiance repose sur l'existence de menaces de nature **non juridique** qui contraignent les agents à respecter les **contrats informels et tacites** qu'ils ont passés.
 - Wintrobe et Breton (1982) font dépendre la confiance de la répétition des transactions bilatérales entre les mêmes agents.
 - Mais pour David Kreps (1990) cette condition n'est pas nécessaire, le mécanisme de réputation suffirait à assurer la confiance.
 - Ce mécanisme réputationnel est très présent dans l'économie des plateformes internet comme Amazon ou EBay à travers les systèmes de notation ou d'avis par exemple.

E. La confiance est source de dynamisme et de croissance économique

• Francis Fukuyama (<u>Trust: The Social Virtues and the Creation of Prosperity</u>, 1995): la confiance est le facteur essentiel du dynamisme économique d'une nation : c'est un trait culturel national quantifiable et bienfaisant.

o « *La confiance est le ciment de nos société* » <u>Eloge de la confiance</u> de **Michaela Marzano (2012**, chercheuse, philosophie, femme politique italienne).

Kenneth Arrow <u>Gifts and exchanges</u> (1972) :

- o Il explique **l'origine de la richesse des nations**, non pas par un facteur économique traditionnel mais par la **confiance**.
 - « Virtuellement, tout échange commercial contient une part de confiance, comme toute transaction qui s'inscrit dans la durée. On peut vraisemblablement soutenir qu'une grande part du retard de développement économique d'une société est due à l'absence de **confiance réciproque entre ses citoyens** ».
- La confiance est source d'efficacité dans les entreprises (source d'innovation, de compétitivité et de productivité...), d'une faible corruption, d'un faible niveau de violence et donc de développement des échanges entre pays, de croissance et de bien-être.

o Exemples:

- Yann Algan et Pierre Cahuc dans <u>Inherited Trust and Growt</u> (2009) analysent les relations entre performances économiques et attitudes sociales dans 30 pays du début des années 50 à 2008. Ils montrent que les français auraient pu accroître leurs revenus de 5 % s'ils se faisaient autant confiance entre eux que les suédois par exemple.
- Paul Zak et Stephen Knack <u>Trust and Growth</u> (2001): sur 41 pays, entre 1970 et 1992, une augmentation de 15 points de la confiance dite « **généralisée** » permet la croissance moyenne du PIB de 1 point.
- Patrick Artus et Olivier Pastré <u>L'économie post-covid</u> (2020): La confiance est fondamentale lors d'une reprise économique.
 - o **Franklin Delano Roosevelt** disait « *What we must fear is fear* » lors de la crise de 1929 : il faut assurer l'**adhésion** et non le **repli sur soi** quand on met en place un plan de relance après une crise.
- Yann Algan et Daniel Cohen <u>Les Français au temps du Covid-19 : économie et société face au risque sanitaire</u> (Notes du CAE, 2021) :
 - Plus la confiance dans le gouvernement est élevée, meilleure est la performance économique et sanitaire.
 - Les pays où la confiance institutionnelle est plus élevée ont moins systématiquement eu recours à des règles de confinement strictes et le respect des règles sanitaires était meilleur, et la récession moins forte.
 - Selon les auteurs, la France est marquée par un potentiel de confiance plus faible que ses voisins. Ce qui peut expliquer une moins bonne adhésion aux mesures restrictives, à la vaccination et au respect des règles de distanciation sociale et des gestes barrières.
 - Recommandations des auteurs face aux prochaines crises, sanitaires, environnementales pour asseoir la confiance dans nos sociétés face à ces crises :
 - Mettre en place une culture de santé publique associée à la mise en place d'une institution de santé publique, regroupant des experts qui proposent une vision globale des enjeux de santé publique;
 - Evaluation systématique des politiques publiques en temps réel afin de rendre compte aux citoyens;
 - Mettre en place une culture scientifique en général, et de l'évaluation et du dialogue avec les sciences au sein des instances dirigeantes publiques et privées.

- François Villeroy de Galhau, actuel gouverneur de la Banque de France Retrouver confiance en l'économie (2021) :
 - La défiance porte sur **différents domaines** : envers les élites, les institutions, envers les « experts » sanitaires, envers l'économie, envers la Démocratie.
 - o Ce qui pèse sur la croissance économique, et la reprise économique.